

Lettre conjointe des producteurs et productrices de lait européens et de l'initiative ouest-africaine – « Mon Lait est Local » aux autorités européennes

Bruxelles, le 1^{er} juin 2021

Chère Madame von der Leyen,
Cher Monsieur Wojciechowski,
Chère Madame Urpilainen,
Cher Monsieur Scannell,

En cette Journée mondiale du lait, il n'y a malheureusement pas grand-chose à célébrer. Nous attirons votre attention sur la grave situation des producteurs de lait et réaffirmons notre exigence d'un cadre politique solidaire pour un secteur laitier durable et équitable en Europe et en Afrique de l'Ouest. Ce n'est qu'ainsi que le prix du lait pourra monter à un niveau durable sur le long terme, que les exportations européennes ne serviront plus de variable d'ajustement aux crises internes et que les agriculteurs et agricultrices pourront vivre de leur travail en Europe et ailleurs grâce à un prix décent pour leur production. Nous attendons plus de vous décideurs européens !

Nous vous demandons de profiter des opportunités de la dernière ligne droite de la réforme de la PAC

Dans l'UE, la survie économique de nombreux agriculteurs et agricultrices est menacée – le nombre d'exploitations diminue rapidement partout. Comme le montrent les données d'une étude à paraître, les chefs d'exploitation et la main-d'oeuvre familiale du secteur laitier de l'UE ne disposent que d'un revenu moyen bien inférieur au salaire minimum légal. Dans certains pays, les exploitations sont même entièrement privées de revenus et rien ne laisse présager que cela puisse s'améliorer alors que les coûts (fourrage, etc.) continuent de grimper. Le cadre politique reste problématique. Vous connaissez ces problèmes et déséquilibres depuis longtemps, mais la situation ne s'est pas améliorée ces dernières années. Jusqu'à présent, votre contribution dans les négociations de la PAC ne donne aucune raison de supposer que vous prenez réellement au sérieux les préoccupations des producteurs et productrices d'Europe et d'ailleurs pour soutenir un secteur laitier durable et juste. C'est ce qui ressort, par exemple, de votre récente lettre de réponse aux recommandations concernant l'Article 219 de l'OCM du 30 mai aux producteurs et productrices de lait européens.

En Afrique de l'Ouest, depuis plusieurs années, des agroindustriels européens envahissent le marché avec du lait en poudre ré-engraissé avec de la matière grasse végétale (MGV), notamment de l'huile de palme, et qui est vendu jusqu'à 30, voire 50 % moins cher que le lait produit localement. Les agroindustriels européens profitent de faibles tarifs douaniers (5 %) du TEC et de la PAC actuelle pour écraser la concurrence locale et incitent les transformateurs locaux à utiliser leurs produits au détriment de petits producteurs et de l'information des consommateurs et consommatrices. Cette concurrence déloyale étouffe les productrices et producteurs de lait en Afrique qui sont déjà affaiblis par la crise climatique et le manque de nourriture pour leurs animaux ainsi que par les impacts économiques de la COVID-19 à la suite des fermetures temporaires des marchés et des frontières. Aujourd'hui, les laiteries restent touchées par la prolongation de restriction à la circulation des personnes, du bétail et des marchandises.

Nous demandons donc que :

- des instruments et des mesures efficaces soient ancrés dans l'Organisation commune des marchés de la PAC. Cela comprend des instruments de crise efficaces tels qu'une réduction des volumes volontaire efficace, des mécanismes de prévention de crise et d'alerte précoce pour éviter qu'une surproduction ne menace les exploitants européens et ouest-africains.

- Soit défendue une meilleure position sur le marché pour les producteurs et une protection face aux importations qui sapent les normes européennes et conduisent à l'exploitation des humains, des animaux et de l'environnement dans les pays d'origine.
- Soit intégré au mandat de l'Observatoire des marchés laitiers un suivi régulier des impacts des exportations européennes de produits laitiers et de leurs substituts dans les pays africains.
- Soit mis en place un mécanisme d'alerte effectif nous permettant d'interpeller l'UE lorsque les volumes ou les prix des produits laitiers et de leurs substituts en provenance de l'UE menacent le développement de nos filières. Ce mécanisme pourrait être ciblé sur des filières sensibles comme le lait et le poulet.
- Soit pris en compte les effets de dumping des aides directes aux exploitations qui permettent aux acteurs privés européens d'exporter des produits laitiers et leurs substituts en dessous des coûts de production. Pour les producteurs ouest-africains, le prix du lait européen importé reste à un niveau artificiellement bas. Nous suggérons de mettre en place un dispositif de remboursement des aides PAC pour les matières premières exportées en dessous des coûts de production en dehors de l'UE.

L'agriculture a besoin de jeunes pour maintenir la production alimentaire. Mais ceux-ci, de Bruxelles à Dori et de Paris à Dakar, ont besoin de perspectives d'avenir. Ces perspectives ne peuvent vraiment être créées qu'avec les instruments mentionnés. À vous donc de faire le maximum pour sécuriser l'existence des producteurs de lait lors du sprint final de la réforme de la PAC !

Nous vous demandons de soutenir le développement de la filière laitière locale en Afrique de l'Ouest

Suite à la validation par la CEDEAO de la stratégie régionale de l'offensive lait et de son premier Programme prioritaire d'investissements (PPI), des plans d'action lait nationaux proposant des actions concrètes pour sauver la filière du lait local ont été développés dans chaque pays. Le financement de ces plans d'actions lait reste cependant une préoccupation majeure pour l'ensemble des États membres de la CEDEAO.

- Au Sénégal, le plan d'action lait prévoit à l'horizon 2025 une production additionnelle de 132,3 millions de litres de lait frais local, faisant passer la production nationale de lait de 264,6 millions à 396,9 millions de litres. L'augmentation de la part du lait issu du cheptel local dans le volume global de lait traité par les différentes catégories d'industries laitières passera à au moins 20 %. Tout ceci créera 35 000 emplois principalement pour les femmes et les jeunes.
- Au Mali, le plan prévoit la hausse de la production laitière et du niveau de collecte du lait cru local de 50 % permettant une hausse de la consommation du lait local, un environnement fiscal favorable à la promotion des chaînes de valeur « lait local », la création de nouveaux emplois à travers le développement des différents maillons de la chaîne de valeur lait et une meilleure gouvernance globale de la chaîne de valeur « lait local » pour renforcer sa compétitivité.

Il est important que l'Union européenne appuie les États des pays membres de la CEDEAO, la Mauritanie et le Tchad pour financer les Plans d'action nationaux lait découlant de la Stratégie régionale de l'offensive lait et visant à sauver la filière du lait local, car il y va de la sauvegarde de la filière dont dépendent 48 millions de producteurs et productrices dans la région.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos respectueuses salutations.



MIG



Oxfam Solidariteit



SOS Faim



CNCD



European Milk Board



Mon lait est local

Milcherzeuger Interessengemeinschaft (MIG)

Rue de l'Eglise 24
B-6280 Villers-Poterie
+32 (0)471 57 03 04

Oxfam Solidariteit

Vier-Windenstraat 60 Rue des Quatre-Vents
B-1080 Bruxelles
+32 (0)2 501 67 00

SOS Faim

Rue aux Laines 4
B-1000 Bruxelles
+32 (0)2 511 22 38

CNCD

Boulevard Léopold II, 184 D
B-1080 Bruxelles
+32 (0)2 250 12 30

European Milk Board (EMB)

Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
+32 (0)2 808 1935

Mon lait est local